

ACCORD CADRE DE FOURNITURES

**FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE POUR L'HOPITAL
NOVO**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

SOMMAIRE

PREAMBULE : PRESENTATION DE L'HOPITAL NOVO	4
1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT	4
1.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.2. DECOMPOSITION DU CONTRAT.....	4
1.3. PERIMETRE DE LA FOURNITURE.....	4
1.4. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	5
1. PIECES CONTRACTUELLES	6
2. DUREE	6
3. PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE	6
3.1. RELATIONS AVEC LE GESTIONNAIRE DE RESEAU DE DISTRIBUTION (GRD)	7
3.2. RELATIONS AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
3.3. RELATIONS AVEC RTE (RESEAU TRANSPORT ELECTRICITE).....	8
3.4. ORGANISATION PREALABLE A LA BASCULE	8
3.5. ESPACE CLIENT EN LIGNE.....	8
3.6. SUPPRESSION / RATTACHEMENT DE SITES.....	8
4. CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	9
4.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	10
4.2. AUTORISATION D'UN AUTRE PRESTATAIRE.....	10
4.3. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	10
4.4. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES	11
4.5. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	11
4.6. AIDE DU TITULAIRE DANS LE CADRE DU RESPECT PAR L'ACHETEUR DE SES OBLIGATIONS	11
4.7. REMISE EN ETAT DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS.....	11
4.8. SORT DES DONNEES.....	12
4.9. DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES.....	12
4.10. REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT	12
4.11. OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	12
5. PRIX	13
5.1. GENERALITES.....	13
5.2. CONTENU DES PRIX	13
5.3. AUTRES PRIX : TURPE ET TAXES (PRIX REVISABLES).....	15
6. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....	15
6.1. MODALITES D'EMISSION	16
6.2. DISPOSITIONS APPLICABLES EN MATIERE DE FACTURATION ELECTRONIQUE :	16
6.3. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	17
6.4. PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	17
6.5. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS.....	17
7. PENALITES.....	17
PENALITES DE NON-REPOSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....	18
PENALITES DE NON-RATTACHEMENT	18
NON MISE EN PLACE DE LA PLATEFORME INTERNET	18
PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE.....	18

8.	RESILIATION DU CONTRAT	18
8.1	<i>CONDITIONS DE RESILIATION DU PRESENT MARCHE ACCORD CADRE</i>	18
8.2	<i>RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT AUX TORTS DU TITULAIRE.....</i>	19
8.3	<i>REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE</i>	19
9.	RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE , DE LAICITE ET DE NEUTRALITE.....	20
9.1	<i>RAPPEL DES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....</i>	20
9.2	<i>MODALITE DE CONTROLE ET DE SANCTION.....</i>	20
10	REGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES	20
11	DEROGATIONS	21

Préambule : présentation de l'Hôpital NOVO

L'Hôpital NOVO est un établissement multi-sites, issu de la fusion effective, au 1er janvier 2023, des trois entités constituant l'ancien GHT NOVO : le Centre Hospitalier René-Dubos de Pontoise (CHRD), établissement support historique, le Groupe Hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPO) et le Groupement Hospitalier Intercommunal du Vexin (GHIV).



1. DISPOSITIONS GENERALES DU CONTRAT

1.1. Objet de l'accord-cadre

La présente consultation vise à la conclusion d'un accord-cadre multi-attributaire à marchés subséquents avec maximum, tel que réglementé par les articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique et ayant pour objet la fourniture et l'acheminement d'électricité pour les divers sites de l'Hôpital NOVO.

Le présent accord cadre est conclu sur la base de quantité estimatif de 22 GWH par année de livraison et de quantité maximum à 30 GWH par année de livraison soit 120 GWH sur la durée totale du marché.

1.2. Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à 3 opérateurs.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour cause d'indissociabilité des prestations.

1.3. Périmètre de la fourniture

L'accord-cadre est constitué d'un contrat unique, au sens de l'article L. 332-3 du Code de l'énergie, portant sur la fourniture et l'acheminement d'électricité pour les Points de Livraison du lot.

L'objet du marché comprend les prestations ci-dessous :

La fourniture complète en électricité des Points de Livraison alimentant les bâtiments du/des lot(s) pour lequel le candidat s'engage ;

L'accès au réseau public de distribution et son utilisation pour les points de livraison dans le cadre d'un contrat unique ;

Les prestations figurant au catalogue des prestations annexes du gestionnaire du réseau de distribution (GRD) ;

Les services associés à cette fourniture.

Les caractéristiques des prestations attendues sont décrites dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

1.4. Conditions d'attribution des marchés subséquents

Le Pouvoir Adjudicateur s'oblige à remettre en concurrence les Titulaires du présent accord-cadre pour l'ensemble des marchés subséquents passés en son application. Les Titulaires de l'accord-cadre s'engagent à déposer une offre conforme à l'accord-cadre lors de chaque mise en concurrence.

Les prestations des marchés subséquents devront être conformes aux stipulations de l'accord-cadre ; les normes, réglementations et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché subséquent.

Il est rappelé que, s'agissant d'un accord-cadre multi-attributaire, les marchés subséquents pris en son application sont attribués après mise en concurrence de tous les opérateurs économiques signataires du présent accord-cadre. En conséquence, le fait pour un opérateur économique d'être Titulaire de l'accord-cadre n'emporte pas l'attribution de marché subséquent, et dans l'hypothèse où aucun marché ne lui est attribué, il ne peut se prévaloir d'aucune indemnité ou aucun dédommagement d'aucune sorte.

A titre indicatif uniquement, il est envisagé de 2 marchés subséquents de 2 ans chacun pour cet accord-cadre.

La mise en concurrence dans le cadre de chaque marché subséquent se déroulera dans les conditions suivantes :

1) Envoi du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le DCE sera transmis aux Titulaires de l'accord-cadre, par le biais de la plateforme de dématérialisation du Pouvoir Adjudicateur à l'adresse de la plateforme indiquée dans le Règlement de la consultation du présent accord-cadre.

Ce DCE sera composé

- d'une lettre de consultation,
- d'un acte d'engagement
- d'un bordereau des prix unitaires
- du périmètre technique contenant la liste des PDL et de l'ensemble de leurs caractéristiques.

La durée de validité de l'offre et la durée du marché subséquent seront indiquées dans les documents de la consultation. La durée de validité de l'offre ne dépassera pas 5h.

La ou les dates de début de fourniture des prestations seront indiquées dans la Lettre de Consultation.

2) Contenu des offres remises pour les marchés subséquents

Le Titulaire aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.)
- et son annexe (BPU)

3) Transmission des offres des marchés subséquents

Les offres des Titulaires de l'accord-cadre seront transmises par le biais de la plateforme de dématérialisation avant la date limite précisée dans la lettre de consultation.

Un délai d'au moins sept (7) jours calendaires est laissé aux Titulaires pour remettre leurs offres.

4) Jugement des offres des marchés subséquents

Le Pouvoir Adjudicateur attribuera le marché subséquent à l'offre économiquement la plus avantageuse, laquelle sera jugée selon les critères suivants :

- Montant global de la fourniture en € (par application des volumes de référence indiqués au BPU, pour les années de livraison concernées) : 70%
- Note technique obtenue au stade de l'accord-cadre : 27%.
- Note RSE obtenue au stade de l'accord-cadre : 3%.

Seul un candidat sera retenu à l'issue de la procédure de remise en concurrence.

Les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'Accord-Cadre

1. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Bordereau de prix unitaires (BPU) faisant office de DQE par application des quantités de référence
- Les cahiers des clauses particulières (CCP) et ses annexes
- Le périmètre technique intégrant la liste des PDL
- Le mémoire technique et organisationnel conforme aux exigences du CCP et aux critères d'évaluation du présent marché
- Annexe 1 RGPD
- Annexe 2 – Engagement de confidentialité
- Annexe 3 – Mandat de récupération des données électriques
- Annexe 4 – Périmètre technique de la consultation

2. Durée

L'accord-cadre est conclu pour une durée 4 ans, non renouvelable, et prend effet à partir du 01/01/2026.

3. PRESTATIONS A METTRE EN ŒUVRE

Les clauses à partir de cet article sont à mettre en œuvre pour tout marché subséquent attribué en application du présent accord-cadre.

A partir de cet article le Titulaire désigne exclusivement le titulaire d'un marché subséquent.

3.1. Relations avec le Gestionnaire de Réseau de Distribution (GRD)

A compter de la notification du marché subséquent, le TITULAIRE procède à l'ensemble des démarches auprès du Gestionnaire de Réseau de Distribution afin de respecter la date de début de fourniture d'électricité indiquée au DCE du marché subséquent. En cas de non-respect de ce délai et donc de report par le GRD de la date de début d'exécution du marché, le surcoût financier du prix de l'énergie achetée pour la période transitoire correspondante devra être pris en charge par le TITULAIRE.

Dans le cadre d'un contrat unique, le TITULAIRE du marché est l'intermédiaire entre le Pouvoir Adjudicateur et le GRD. En tant qu'interlocuteur, le TITULAIRE du marché subséquent apporte tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée à la demande du Pouvoir Adjudicateur. Il agira en tant qu'interlocuteur direct au nom et pour le compte du Pouvoir Adjudicateur. A ce titre, le TITULAIRE s'engage (dans les conditions de son contrat avec le GRD) :

- A informer le Pouvoir Adjudicateur sur les dispositions générales d'accès au réseau public de distribution d'électricité ;
- A formuler auprès du GRD la demande de mise en service et/ou de suppression d'un Point De Livraison (PDL) ;
- A souscrire auprès du GRD pour chacun des Points de Livraison du marché un accès au réseau de distribution.
- A recueillir, en vue de leur transmission au GRD, toute demande de prestations spécifiques du Pouvoir Adjudicateur figurant dans le catalogue des prestations annexes en vigueur à la date de la demande et accessible sur le site du GRD. Le prix du marché ne comprend pas ces prestations demandées au GRD, que le TITULAIRE refacture au Pouvoir Adjudicateur sans surcoût, en recouvrant auprès du Pouvoir Adjudicateur toute somme résultant de ces prestations conformément au catalogue des prestations publié et tenu à jour par le GRD ainsi que des autres frais annexes facturés par le GRD.

De manière générale, le TITULAIRE du marché subséquent fait son affaire de toutes les formalités administratives liées à la transition depuis le précédent fournisseur.

Le Pouvoir Adjudicateur déclare accepter les conditions d'accès au réseau public de distribution d'électricité.

3.2. Relations avec le Pouvoir Adjudicateur

Le TITULAIRE désignera obligatoirement, dès la notification du marché subséquent, un interlocuteur unique au Pouvoir Adjudicateur. Dans le cas où un agent affecté à cette mission viendrait à être remplacé au cours de l'exécution du marché subséquent, le TITULAIRE doit en aviser, sans délai, par écrit, le Pouvoir Adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. A défaut de proposition de remplaçant par le TITULAIRE dans le délai de quinze jours, le marché subséquent peut être résilié aux torts du TITULAIRE dans les conditions prévues au présent CCP.

Le TITULAIRE du marché subséquent propose des réunions de suivi du marché, par exemple : réunion de lancement, réunion de bilan annuel.

Il met en place un dispositif pour

- Informer à tout moment le Pouvoir Adjudicateur de tout événement de nature à avoir un impact sur l'exécution de ses prestations et lui soumettre toutes propositions techniques, administratives ou économiques en vue de maintenir ou d'améliorer ses prestations
- Fournir au Pouvoir Adjudicateur un numéro d'urgence à contacter à tout moment, 24 heures sur 24, 365 jours par an (366 les années bissextiles). Ce numéro doit être mis à jour autant que de besoin ;
- Alerter le Pouvoir Adjudicateur lorsqu'il détectera des anomalies sur les points de livraison ;
- Alerter le Pouvoir adjudicateur en cas de dépassement des puissances souscrites et d'application de pénalités associées de la part du GRD

3.3. Relations avec RTE (Réseau Transport Electricité)

Le TITULAIRE du marché subséquent prend en charge les relations techniques et administratives de toutes natures avec les services de RTE en rapport avec l'exécution du présent accord-cadre conformément au contrat distributeur / fournisseur. Le TITULAIRE s'engage donc à être pour le Pouvoir Adjudicateur un relai et un appui pour toutes les démarches vers le RTE. Cette assistance est délivrée sans facturation spécifique.

3.4. Organisation préalable à la bascule

Le TITULAIRE devra accompagner LA SOCIETE dans l'organisation des différentes phases nécessaires à la bascule des PDL. Il l'alertera sur les points de vigilance à observer et sur les PDL pouvant poser des difficultés.

Le TITULAIRE portera une attention particulière et s'assurera du changement effectif de fournisseur auprès du GRD à la date convenue (démarrage du marché).

Le TITULAIRE est l'intermédiaire avec le gestionnaire de réseau de distribution.

Le TITULAIRE apporte donc tous les moyens permettant de garantir une intervention adaptée s'agissant de l'accès et de l'utilisation du réseau de distribution.

Le TITULAIRE s'engage notamment et dès la notification du marché subséquent, à vérifier auprès du gestionnaire de réseau de distribution la faisabilité de la bascule pour tous les PDL.

Le FOURNISSEUR D'ENERGIE assure donc les formalités de changement de fournisseur auprès du gestionnaire du réseau de distribution afin qu'il n'y ait pas de rupture de fourniture d'électricité.

3.5. Espace Client en ligne

Le TITULAIRE du marché subséquent doit mettre à disposition du Pouvoir Adjudicateur un accès à un outil en ligne permettant la consultation des informations relatives aux données de consommation (totale et par point de livraison) et de facturation (totale et par Point de Livraison), ainsi qu'aux données relatives au marché subséquent.

Ces informations doivent être exportables et facilement exploitables (par exemple format Excel ou csv pour le feuillet de gestion).

A titre d'exemple, cet outil pourrait donner accès à :

- l'ensemble des Points de Livraison (nom du site, adresse, imputation budgétaire et les informations sur la facturation) dans le respect des textes régissant les données personnelles ;
- l'historique des consommations par tranche horosaisonnaire et de la facturation par point de livraison depuis l'entrée en vigueur du marché ;
- les données contractuelles ;
- l'historique de l'évolution de la tarification ;
- le nom et les coordonnées de l'interlocuteur unique ;
- Les factures
- le cas échéant, les données relatives au marché de l'électricité (veille réglementaire, technique, prix, ...) ;
- le bilan annuel / sur 4 ans, avec évolutions des consommations, prix, par site et global

Le cas échéant, les informations complémentaires que le candidat s'est engagé, au travers de son mémoire technique, à fournir au Pouvoir Adjudicateur.

Le TITULAIRE établira annuellement un récapitulatif financier et de consommation (« feuillet de gestion ») pour l'ensemble des PDL des données de consommations et de facturation.

La plateforme internet et les identifiants de connexion devront être opérationnels sous 15 jours à compter du début du marché subséquent.

3.6. Suppression / rattachement de sites

Des Points de Livraison peuvent être rattachés ou détachés lors de l'exécution des marchés subséquents. Ces éventuelles modifications ne pourront pas bouleverser l'économie du marché. Les conditions d'exécution des marchés subséquents passés en application du présent accord-cadre seront applicables aux nouveaux sites dans la limite de 10% à la hausse et à la baisse par rapport à la consommation annuelle indicative définie pour chaque marché subséquent (bornes hautes et basses identiques et compensables).

Au sein de cette flexibilité de 10%, le retrait de points de livraison s'effectuera sans frais uniquement dans les cas spécifiques de :

- o cession,
- o fermeture définitive,
- o déménagement des sites concernés,
- o mise en location ou mise à disposition d'un local, y compris à usage d'habitation,
- o changement définitif d'énergie.

Plus aucun cout ne pourra être facturé suite au détachement (sortie de périmètre) légitime d'un PDL.

Aucune compensation d'aucune sorte ne sera accordée au TITULAIRE.

Au sein de cette flexibilité l'ajout de nouveaux PDL se fera aux prix et conditions du Marché Subséquent, Le Candidat précise dans son mémoire technique les conditions qui s'appliquent en cas de dépassement à la baisse de cette flexibilité de 10%.

En cas d'ajout d'un site ou plusieurs sites induisant un dépassement de la limite de 10%, l'intégration d'un PDL devra faire l'objet d'un marché subséquent spécifique ayant la même échéance que le marché subséquent en cours. A l'issue du marché subséquent spécifique, lors de la remise en concurrence, ces sites seront intégrés respectivement aux PDL initiaux.

Le rattachement ou le détachement d'un Point de Livraison est formalisé par un ordre de service établi par le Pouvoir Adjudicateur. Cet ordre de service est adressé par tout moyen au TITULAIRE du marché subséquent et comprend les données nécessaires mentionnées dans le mémoire technique du Titulaire.

A réception de cet ordre de service, le TITULAIRE suit la procédure d'intégration d'un Point de Livraison telle que décrite dans le Contrat GRD-Fournisseur publié par le GRD.

4. Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le TITULAIRE doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Dans le cadre de la présente consultation, l'Hôpital Novo a mis en place une attestation d'engagement de confidentialité que les candidats s'engagent à fournir.

Responsabilités et description du traitement de données :

Chaque partie au contrat est considérée comme responsable de traitement distinct et tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles, elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et le respect de l'obligation de vigilance (Règlement sur la protection des données article 6.1.B). Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi du 6 janvier 1978 n°78-17 ci-après désignés »la réglementation ». Les termes de « traitement », « responsable de traitement », « sous-traitant », « violation de données »,

« Données à caractère personnel » et « personne concernée » auront les mêmes définitions que dans la Réglementation Les données du traitement sont des données d'identification. Elles concernent les représentants des Parties ainsi que les salariés du TITULAIRE.

Elles sont conservées 10 ans après la fin du marché.

4.1. Obligations du TITULAIRE

Le TITULAIRE s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement
- Traiter les données conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Répondre aux demandes d'audits du pouvoir adjudicateur, effectuées par lui-même ou par un tiers de confiance qu'il aura sélectionné et s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant à l'auditeur de réaliser sa mission dans les meilleures conditions.
- Met à la disposition du pouvoir adjudicateur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations
- Mettre en œuvre les mesures correctives nécessaires au traitement des non-conformités identifiées dans un délai et selon les conditions définies d'un commun accord.

Si le TITULAIRE considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le TITULAIRE est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

4.2. Autorisation d'un autre prestataire

Le TITULAIRE peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du pouvoir adjudicateur. Il appartient au TITULAIRE de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le TITULAIRE demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

4.3. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient aux parties de fournir respectivement l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

4.4. Exercice des droits des personnes

Le **TITULAIRE** aide le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du TITULAIRE des demandes d'exercice de leurs droits, le TITULAIRE doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpo@ght-novo.fr

4.5. Notification des violations de données à caractère personnel

Le **TITULAIRE** notifie au pouvoir adjudicateur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au pouvoir adjudicateur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données)
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le **TITULAIRE** communique, au nom et pour le compte de celui-ci, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

4.6. Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le **TITULAIRE** aide le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

4.7. Remise en état des installations et équipements

Le **TITULAIRE** s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

4.8. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au Traitement des données, le Titulaire du marché s'engage à respecter la décision du Responsable de traitement conjoint s'agissant du sort des données :

- Détruire les données à l'issue de la durée de conservation prévue à l'article 7
- Une fois détruites, le titulaire du marché doit justifier par écrit de la destruction des données personnelles.

4.9. Délégué à la protection des données

Le **TITULAIRE** communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

4.10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le **TITULAIRE** déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du pouvoir adjudicateur
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Pièces détachées

Le TITULAIRE met à la disposition du pouvoir adjudicateur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le pouvoir adjudicateur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4.11. Obligations de l'acheteur

Le pouvoir adjudicateur s'engage à :

- Fournir au TITULAIRE les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel" • Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le TITULAIRE
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du TITULAIRE
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du TITULAIRE.

5. **Prix**

5.1. **Généralités**

Le prix ne pourra en aucun cas être subordonné à un engagement de consommation minimale ou maximale sur une quelconque période.

Il est précisé que :

- Les prix mentionnés au catalogue des prestations annexes du GRD sont facturés par le TITULAIRE à l'euro l'euro sans marge à l'Acheteur qui y ferait appel. En cas de modification du tarif de ces prestations approuvée par délibération de la Commission de Régulation de l'Energie, le TITULAIRE adressera le nouveau tarif à l'Acheteur.
- La part variable du prix de l'énergie sera rémunérée conformément aux relevés des consommations effectués par le GRD aux Points de Livraison (et dont les dates et les valeurs devront être mentionnées sur la facture). Elle correspondra à la consommation réelle d'énergie fournie sur la période considérée. Pour une périodicité d'émissions des factures différentes de celle des relèves GRD, les factures seront basées sur une estimation (méthodologie à décrire dans le Mémoire Technique).

5.2. **Contenu des prix**

Le prix facturé comprend les différentes composantes suivantes :

- La fourniture d'électricité, et les services associés
- Les frais d'accès au réseau (TURPE) à reverser aux Gestionnaires des Réseaux
- L'ensemble des taxes et contributions liées à la fourniture d'électricité (TVA, CTA, Accise, etc.),
- Ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Les prix de la fourniture comprennent donc également les frais généraux, frais d'assurance, impôts et taxes.

Les différentes composantes du prix de la fourniture d'électricité (donc le prix hors taxes et hors Turpe), sont renseignées séparément dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de chaque marché subséquent :

- Prix de l'énergie en €/MWh consommés
- Le prix associé aux obligations d'économies d'énergie visées aux articles L.221-1 et suivants du code de l'énergie (cout des CEE),
- Le cas échéant, le prix lié au dispositif des garanties de capacité prévu aux articles L.335-2 et suivants du code de l'énergie
- Le surcout correspondant à l'énergie verte, surcout qui ne s'appliquera que pour les entités juridiques qui ont fait le choix de l'électricité verte, identifiés dans le fichier périmètre

Les prix de la fourniture qui doivent être renseignés dans le BPU ne comprennent donc PAS :

- L'acheminement : le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE)
- L'ensemble des taxes et contributions liées à la fourniture d'électricité,

Ces couts et taxes sont règlementés et sont refacturés sans frais ni marge par le fournisseur d'électricité.

5.2.1. **Prix de l'énergie (en €/MWh, prix ferme pour chaque période de livraison)**

Les prix de l'énergie à indiquer dans le Bordereau des Prix Unitaires couvriront :

- Les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison concernés (inclus coûts de gestion et de couverture des risques associés),
- La réalisation des services associés tels que décrits dans le présent CCP. et dans le mémoire technique du TITULAIRE,
- Les charges ou redevances actuelles supportées par le Titulaire en particulier en tant que fournisseur et responsable d'équilibre sur le territoire français ;
- Toutes les sujétions nécessaires à la bonne exécution du marché.

Les prix seront décomposés par poste horo-saisonnalisé comme détaillé au BPU et seront appliqués aux volumes réellement consommés pour chaque site listé dans le périmètre technique.

5.2.2. Surcout induit par le mécanisme de capacité (en €/MWh, prix révisable)

Les fournisseurs d'électricité doivent justifier de leur capacité à satisfaire la consommation de pointe par l'acquisition de « garanties de capacité », à hauteur de leur obligation de capacité dépendante des consommations relevées pour chaque point de livraison de son périmètre.

La formule de calcul du surcout lié à ces obligations est la suivante pour chaque poste :

$$PCAL = \text{CoeffCapacitéAL} \times \text{CoeffsécuritéAL} \times \text{PrixCapacitéAL}$$

CoeffCapacitéAL : désigne le coefficient de capacité exprimé en kW/MWh défini pour chaque poste horosaisonnier et pour chaque Année calendaire de Livraison considérée.

Les coefficients horosaisonniers seront complétés par les titulaires de l'accord-cadre au Bordereau des Prix Unitaires de chaque marché subséquent et seront un élément constitutif de l'offre

CoeffsécuritéAL : désigne le coefficient de sécurité fixé par le ministère de l'Energie sur avis de CRE en vigueur pour l'année Année calendaire de Livraison considérée.

PrixCapacitéAL : désigne le prix de la capacité exprimé en €/kW : pour l'Année calendaire de Livraison de l'année N, le prix de la capacité PrixCapacité de l'année N, exprimé en €/kW, correspondant à la moyenne arithmétique des enchères relatives à l'Année de Livraison N organisées sur les plates-formes d'échanges des garanties de capacité entre la notification du marché subséquent et le 31 décembre de l'année N-1.

En dehors de toute évolution réglementaire, et du prix de la capacité, aucune régularisation ne sera acceptée. En particulier, il ne sera pas accepté de régularisation liée aux puissances réelles appelées les jours PP1.

5.2.3. Surcout énergie verte (en €/MWh, prix ferme sur la durée du MS)

Chaque entité de facturation décidera de couvrir ses achats d'électricité par des Garanties d'Origine (Europe) avant le lancement de chaque marché subséquent (0% ou 100%).

La liste des entités de facturation (et leurs PDL associés) exigeant de l'électricité verte sera donc fournie au stade du marché subséquent, dans le périmètre technique.

Le surcout lié à ces Garantie d'Origine sera appliqué aux seules entités ayant choisi de recourir à l'électricité verte.

5.2.4. Certificats d'Economies d'Energie (en €/MWh, prix révisable)

Conformément aux articles L.221-1 et suivants du code de l'énergie, le prix associé aux certificats d'économies d'énergies (CEE) applicable est déterminé selon la formule suivante : $C_CEE = 0,478 \times (P_CEE \text{ Classique} + 0,620 \times P_CEE \text{ Précarité})$

Avec :

P_CEE Classique = prix, exprimé en € / MWh cumac, du CEE collecté auprès de consommateurs qui ne sont pas des ménages en situation de précarité énergétique

P_CEE Précarité = prix, exprimé en € / MWh cumac, du CEE collecté auprès des ménages en situation de précarité énergétique

Coefficients réglementaires figurant au Code de l'énergie :

- 0,478 : obligation d'économies d'énergie générée en MWh cumac par MWh d'électricité (article R221-4-1 modifié par le décret n°2021-712 du 3 juin 2021)
- 0,620 : coefficient multiplicateur (sans dimension/unité) pour l'obligation relative aux ménages en situation de précarité énergétique (article R221-4-1 modifié par le décret n°2021- 712 du 3 juin 2021)

En cas d'évolution législative ou réglementaire modifiant le niveau d'obligation de collecte des certificats d'économie d'énergie, ou les coefficients réglementaires, la contribution CEE sera révisée, à la date d'application de la nouvelle obligation. P_CEE Classique et P_CEE Précarité seront alors révisables selon les modalités précisées par LE FOURNISSEUR D'ENERGIE.

5.2.5. Clause générale de réexamen en cas d'évolution réglementaire

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, pour toute évolution réglementaire n'ayant pas pu être anticipée au moment de la remise des offres et ayant une incidence significative sur l'exécution des prestations, le Pouvoir Adjudicateur et le titulaire se rapprocheront pour préciser les modalités éventuelles de prise en compte du nouveau dispositif. Tous les éléments utiles permettant d'évaluer les conséquences générées par l'évolution réglementaire devront être communiqués par les titulaires au Pouvoir Adjudicateur.

Les évolutions réglementaires peuvent concerner dans leur globalité en cas de modification de la structure du dispositif :

- De recours à l'ARENH ou à un dispositif régulateur le remplaçant
- Des certificats d'économie d'énergie (classique, précarité),
- De capacité.

5.3. Autres prix : TURPE et taxes (prix révisables)

Le TURPE et les taxes s'appliquent directement sur le prix de la fourniture d'énergie, sans frais ni marge de la part du fournisseur.

Concernant l'acheminement de l'électricité, s'applique le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE) en vigueur à la date de remise de l'offre.

Il est refacturé par le fournisseur euro pour euro, de façon parfaitement transparente, sans marge ni frais de gestion.

En cours d'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents, toute évolution, à la hausse comme à la baisse, du tarif du TURPE résultant d'une délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) sera répercuté à l'euro près et sans aucun surcoût additionnel par le Titulaire.

La date d'application de la modification est celle de la mise à jour du TURPE.

Il en est de même pour les taxes : Accise, CTA, TVA.

Les facturations doivent rendre compte des dates de changement tarifaire et des régularisations associées. La régularisation doit intervenir dès la facturation couvrant la période sur laquelle le changement est effectif.

Evolution du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par RTE

Toute évolution à la hausse comme à la baisse, du prix proportionnel au soutirage physique des responsables d'équilibre publié par le gestionnaire du réseau de transport en cours d'exécution de l'Accord-cadre et de ses marchés subséquents conduit à une modification des prix facturés. La modification intervient à la date d'entrée en vigueur du nouveau prix publié par RTE et sera facturée à l'euro euro sans marge ou frais. Le Titulaire aura l'obligation d'informer l'Acheteur de l'application de cette modification et lui en fournira les justificatifs.

6. Modalités de règlement des comptes

6.1. Modalités d'émission

Le Titulaire transmettra les factures sous forme dématérialisée, via la solution Chorus Portail Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le TITULAIRE du marché subséquent adressera une facture par point de livraison suivant le rythme de transmission des relevés par le GRD.

Le Candidat précise dans son mémoire technique comment il assure la transmission suivant ce rythme, le délai d'envoi et en particulier comment il détectera les problématiques d'absence de relève.

Les factures émises correspondent à la fourniture et l'acheminement de l'électricité sur les mois concernés.

Le Candidat précise dans son mémoire technique s'il facture en estimé ou au réel, la deuxième option étant privilégiée.

Le Pouvoir Adjudicateur aura la possibilité de transmettre directement au TITULAIRE du marché subséquent son propre relevé d'index. Ces index seront transmis au titulaire par courriel ou par une saisie dans un espace en ligne du TITULAIRE.

6.2. Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le **TITULAIRE** et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries.
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du pouvoir adjudicateur
- Le code d'identification du service en charge du paiement
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de

facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

6.3. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) **TITULAIRE(s)** seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le **TITULAIRE** a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

6.4. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

6.5. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Il adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au **TITULAIRE** du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du **TITULAIRE** contre récépissé. Le **TITULAIRE** a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le **TITULAIRE** a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au **TITULAIRE** une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du **TITULAIRE** sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le **TITULAIRE** n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le **TITULAIRE** des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le **TITULAIRE** qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

7. Pénalités

Les pénalités ci-après sont cumulables, elles ne pourront toutefois pas représenter plus de 2% de la facturation globale annuelle du **TITULAIRE** (hors acheminement et hors toutes taxes). La TVA ne s'applique pas sur ces pénalités. Le **TITULAIRE** devra justifier du dépassement ou non de ce seuil de 2% par la présentation de l'ensemble des différentes pénalités annuelles. La pénalité pour travail dissimulée n'est pas incluse dans ce plafond de 2%.

Pénalités de non-réponse aux marchés subséquents

La notification de l'accord-cadre par le Pouvoir Adjudicateur engage les TITULAIRES de l'accord-cadre à remettre une offre au titre de chacun des marchés subséquents à conclure. En cas d'absence de remise d'offre et sans justificatif recevable, le Pouvoir Adjudicateur appliquera une pénalité de 500 euros par absence de remise d'offre ou en cas de remise d'une offre non conforme.

Pénalités de non-rattachement

Le TITULAIRE du marché subséquent encourt des pénalités en cas de défaut de rattachement d'un Point de Livraison de son fait aux dates et heures fixées dans le marché, sous réserve que celui-ci soit transmis 15 jours minimum avant ladite date de livraison.

La pénalité est égale à **100 euros par jour de retard à compter du jour de livraison prévu**. Le montant de cette pénalité vient en déduction du montant de la première facture correspondant au Point de Livraison concerné. Dans le cas où, aucune heure de livraison n'est imposée au marché, le TITULAIRE réalisera obligatoirement la prestation au plus tard à 23h59 à la date dite. A compter de 0h, la pénalité pour non- rattachement lui sera applicable.

Non mise en place de la plateforme internet

La plateforme en ligne et les identifiants de connexion devront être opérationnels sous 15 jours à compter du début du marché subséquent.

En cas de retard dans la mise à disposition de cet outil mentionné au présent CCP, il sera fait application au Titulaire du marché subséquent d'une pénalité de **30 (trente) Euros par jour calendaire de retard**.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le TITULAIRE de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité correspondant à 5% du montant TTC de la facturation annuelle.

8. Résiliation du contrat**8.1 Conditions de résiliation du présent marché accord cadre**

Le Pouvoir Adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du TITULAIRE dans les cas suivants :

- lorsque, postérieurement à la conclusion de l'accord-cadre, le TITULAIRE a été exclu de toute participation aux marchés pour l'une des raisons mentionnées aux articles L2141-1, L2141-2, L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du Code la Commande Publique,
- en cas de non-production, tous les 6 mois, des pièces mentionnées aux articles D8222-5, L8254-1 et D8254-2 à D8254-5 du Code du Travail ;
- lorsque le TITULAIRE a cédé l'accord-cadre sans avoir informé et obtenu l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur,
- lorsque le TITULAIRE a contrevenu à la législation et à la réglementation sur le travail,
- lorsque, indépendamment des cas de redressement et de liquidation judiciaires, le TITULAIRE déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- lorsque le TITULAIRE s'est vu retirer ou suspendre son autorisation d'achat pour revente visée à l'article L. 333-1 du code de l'énergie.

La résiliation de l'accord-cadre avec un TITULAIRE n'entraîne pas sa résiliation avec les autres TITULAIRES.

8.2 Résiliation du marché subséquent aux torts du TITULAIRE

Par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre peut, selon les modalités ci-dessous, être résilié de plein droit aux torts du TITULAIRE sans que celui-ci ne puisse prétendre au versement d'une indemnité quelconque.

Les cas permettant de résilier le marché subséquent sur un fondement fautif sont les suivants :

- lorsque l'accord-cadre en exécution duquel est passé le marché subséquent a été résilié aux torts du TITULAIRE du marché subséquent,
- lorsque le TITULAIRE a cédé le marché subséquent sans avoir informé et obtenu l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur,
- lorsque le TITULAIRE a contrevenu à la législation et à la réglementation sur le travail,
- lorsque, indépendamment des cas de redressement et de liquidation judiciaires, le TITULAIRE déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- lorsque le TITULAIRE ne s'est pas acquitté de l'une de ses obligations prévues au contrat, notamment pour défaut ou insuffisance de paiement des impôts, taxes et cotisations sociales, d'assurance, ou pour non-déclaration de sous-traitant,
- lorsque le TITULAIRE s'est livré à des actes frauduleux portant sur la nature, l'étendue ou la qualité des fournitures,
- lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le TITULAIRE a été exclu de toute participation aux marchés pour l'une des raisons mentionnées aux articles L2141-1, L2141-2, L2141-3, L2141-4 et L2141-5 du Code la Commande Publique,
- En cas de non-production, tous les 6 mois, des pièces mentionnées aux articles D8222-5, L8254-1 et D8254-2 à D8254-5 du code du travail ;
- lorsque le TITULAIRE s'est vu retirer ou suspendre son autorisation de fourniture d'énergie
-

La résiliation pour faute ne fait pas obstacle à l'engagement, par le Pouvoir Adjudicateur, d'une action tendant à l'obtention de dommages-intérêts.

8.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le **TITULAIRE** de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au **TITULAIRE** dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant

l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du **TITULAIRE** de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le **TITULAIRE**, à aucune indemnité.

9. Respect des principes d'égalité , de laïcité et de neutralité

9.1 Rappel des obligations du titulaire

L'Hôpital NOVO confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

9.2 Modalité de contrôle et de sanction

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

10 Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Cergy-Pontoise est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

11 Dérogations

-